

## L'OISEAU-MOUCHE

Journal littéraire et historique publié tous les quinze jours (les vacances exceptées.)

Prix de l'abonnement : 50 cents par année, pour le Canada et les États-Unis. On accepte en paiement les timbres-poste de ces deux pays.

AUX AGENTS : Conditions spéciales très avantageuses.

Pour l'UNION POSTALE, le prix de l'abonnement est de 3 fr. 50 cent.

Pour tout ce qui a rapport à l'administration et à la rédaction, s'adresser à

HUBERT BRASSARD  
Gérant de l'OISEAU-MOUCHE,  
Séminaire de Chicoutimi,  
Chicoutimi, P. Q.

Imprimé aux ateliers typographiques de M. J.-D. GUAY, à Chicoutimi.

Chicoutimi, 23 octobre 1897

## L'indépendance

Une proclamation au peuple canadien, assez...échevelée, disons tout de suite le mot, est arrivée ces jours derniers au bureau de l'OISEAU-MOUCHE. Elle est signée : *Le Comité exécutif du Club de l'Indépendance*. On devine ce qu'il veut, ce Club.

C'est l'indépendance du Canada.

Son appel s'adresse " A tous ceux dont le mot PATRIE fait tressaillir le cœur généreux. A tous ceux dont le mot LIBERTÉ fait battre plus vite le sang dans les veines."

Pourquoi pas se faire saigner tout de suite ? D'après le R. P. Lacasse, c'est ce que conseillait un par trop calme cultivateur à un jeune débutant politique sur le "husting," lequel sentait, s'écriait-il, bouillonner son sang dans ses veines. L'histoire ne dit pas si le jeune tribun appela le Docteur Sangrado ; mais il paraît qu'il se calma tout de même. Si nos clubistes de l'Indépendance sont trop pressés, qu'ils usent de la saignée ; car il est très certain que le temps n'est pas encore venu de nous séparer de l'Angleterre.

Pour parler canadien, nous n'avons pas les reins assez forts.

Il ne suffit pas de lancer force mots vilains. La proclamation en fait trop usage, croyons-nous. On y voit *la fange, troupe abjecte, spéculateurs véreux, gens repus, jouisseurs, lâches, etc., etc.*, tout le tremblement. Nous concédons volontiers que certains de ces qualificatifs peuvent convenir à quelques-uns de nos hommes publics ; mais nous n'admettons pas qu'en général nos gouvernants sont tout cela.

Il faut être juste partout, toujours envers tous.

Nous le serons envers les auteurs de la proclamation.

Le premier feu passé dans la tirade qui contient les laides expressions que nous avons citées, ils en viennent à réclamer l'indépendance *par des moyens constitutionnels*. A cela pas d'objection, pas la moindre... mais seulement quand le temps en sera venu.

Actuellement ce serait folie pour nous que de vouloir nous séparer d'Albion.

Nous croyons nous aussi (tout le monde, je pense, le croit) que le Canada n'est pas destiné à être éternellement une possession britannique. Quelle que soit l'harmonie qui règne dans une famille, il vient un temps où le fils devenu majeur quitte le toit paternel et s'en va demeurer dans sa maison ; quelle qu'adhérence que le fruit ait au rameau de l'arbre, il vient un jour où de lui-même, sans effort, il tombe, et alors même, lui seul en souffre ; il se meurtrit un peu, tandis que la branche se redresse fière et libre du poids qu'elle portait. Ce temps c'est lorsque le fils est en état de vivre par lui-même et qu'il est sûr de son avenir ; ce jour, c'est lorsque le fruit est mûr pour se détacher facilement.

Or le Canada n'est ni fils majeur, ni fruit mûr.

Du reste, que chercherions-nous dans l'indépendance ?

La force ?

Nous serions incomparablement plus faibles. Isolés comme nous sommes au nord de l'Amérique, cinq millions seulement, disséminés sur un pays immense, en face d'un voisin de soixante millions, ne deviendrions-nous pas pour l'oncle Sam une proie facile ?

La richesse ?

Notre pays est fertile, il offre bien des ressources ; mais nous n'avons pas d'argent pour les exploiter. Les capitaux étrangers nous sont absolument nécessaires. Nous pouvons compter actuellement sur les capitalistes anglais et américains ; indépendants nous n'aurions plus les capitalistes anglais. Dans le même ordre, deux valent plus qu'un.

L'économie ?

Il n'y aurait que le salaire du Gouverneur à retrancher de l'article des dépenses. Or il nous faudrait un roi ou un président de république, et il faudrait le payer tout aussi bien qu'on paie le Gouverneur général et, je suppose, en cela comme en autre chose, nous aurions pour notre argent.

La paix ?

Mais l'indépendance passerait-

elle le niveau sur les prétentions anglo-saxonnes et les réclamations canadiennes-françaises ? Abolirait-elle les différences de races, de religion, de langue, de caractère et d'aspirations ?

La liberté ?

Hélas ! l'autorité de la mère patrie et les décisions du Conseil privé jointes aux supplications des autorités religieuses, ne suffisent pas à faire reconnaître les droits des catholiques du Manitoba à l'enseignement libre de leur religion à leurs enfants ; une province, une des plus petites, érige en droit la persécution religieuse, et viole la constitution, à la barbe du Dominion sans que le gouvernement, secondé pourtant par l'Angleterre, se sente la force d'exiger réparation ! Et l'on prétendrait que la paix, appuyée sur la justice, régnerait au Canada du moment qu'il serait libre !

L'indépendance ne serait-elle pas plutôt le signal de l'asservissement de notre race, ou de la guerre de race, si alors nous voulions, contre notre habitude, montrer un peu de fierté ?

Non, évidemment nous ne sommes pas prêts à nous conduire seuls.

D'ailleurs, tels que nous sommes nous avons autant de liberté que la plupart des peuples ; la population des campagnes surtout est plus libre chez nous que dans les autres pays. Elle se gouverne elle-même, sous la loi. C'est la vraie liberté civile.

Quand nos gouvernements seront assez forts pour maintenir intacte la constitution, alors nous pourrions espérer que l'indépendance pour nous ne sera pas l'esclavage.

" En toute chose, il faut considérer la fin. "

LIVIVS.

## Les vacances d'un reporter

Il n'y a plus que l'*Oiseau-Mouche* qui, cette année, n'a pas raconté quelque voyage au lac St-Jean. Allons-y donc aussi de notre narration. Car c'est moi qui suis le reporter dont le journal a parlé le 25 septembre ; et je manquerais à tous mes devoirs si j'allais ne pas honorer la parole de la rédaction qui n'a pas craint, en mon nom, de mettre l'eau à la bouche des gens.

Par exemple, je déclare que je ne vais pas me mettre en frais de quoi que ce soit. Pour rédiger ce petit travail, je ne consulterai ni journaux, ni revues, ni livres-